

# Quelques aspects des relations anglo-suissees à la fin du XVIIIe siècle : Louis Braun et Hugh Cleghorn

Autor(en): **Giddey, Ernest**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse**

Band (Jahr): **29 (1949)**

Heft 1

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-77008>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Quelques aspects des relations anglo-suissees à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle: Louis Braun et Hugh Cleghorn

Par *Ernest Giddey*

L'historien qui étudie la politique extérieure de la Suisse dans les années qui précédèrent la Révolution française ne tarde pas à constater que les relations diplomatiques anglo-suissees, tout en étant fort cordiales, ne furent pas particulièrement étroites. Les cantons n'étaient pas représentés de façon permanente à la cour d'Angleterre et la charge de ministre britannique auprès du Louable Corps helvétique constitua, de 1760 à 1790, un assez bon exemple de sinécure. William Norton, qui fut titulaire de ce poste à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1765<sup>1</sup>, ne remplit ses devoirs de diplomate que par intermittence, laissant à son secrétaire le soin d'expédier les affaires courantes. Et le secrétaire, nous pouvons en être certains, n'était pas débordé de travail.

En 1783, le gouvernement anglais rappela William Norton mais ne lui désigna aucun successeur. Louis Braun, le secrétaire en charge, fut simplement élevé au rang de chargé d'affaires et son traitement annuel porté de cent à deux cents livres sterling<sup>2</sup>. Jusqu'à sa mort, survenue en 1792, il fut le seul représentant britannique accrédité auprès des cantons suissees.

La longue carrière de Louis Braun n'est pas dépourvue de tout intérêt. Il appartenait à une famille établie à Berne mais d'origine neuchâteloise. Lorsque, en 1738, il s'engagea dans

---

<sup>1</sup> Annual Register 1765, p. 164.

<sup>2</sup> Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères proposa de fixer le traitement de Braun à deux cent cinquante livres, mais William Pitt, soucieux de faire des économies, jugea la somme trop élevée (lettre de William Fraser, sous-secrétaire aux affaires étrangères, à George Rose, secrétaire au trésor, du 15 juillet 1785, ainsi que mémoire d'Albertine Braun-de Haller, veuve du chargé d'affaires, au roi d'Angleterre, 25 avril 1792. Londres, Public Record Office (P. R. O.), Foreign Office (F. O.), 74/ 1 et 2).

l'armée du roi d'Angleterre, il n'avait pas encore trente ans. Il fit ses premières armes en Amérique, sous les ordres de l'amiral Vernon<sup>3</sup>. Grièvement blessé au siège de Carthagène en 1741, il fut ramené en Grande-Bretagne, où, quelques années plus tard, il servit contre les Ecossais lors de la grande rébellion provoquée par l'expédition du prince Charles-Edouard. En 1765, il passa sous les drapeaux de la compagnie anglaise des Indes Orientales et fut envoyé au Bengale. Il y resta pendant dix ans et participa à plusieurs campagnes dirigées par Lord Clive. Nommé gouverneur militaire de Chittagong en 1763, il se vit contraint par l'état précaire de sa santé à démissionner trois ans plus tard. Il se retira à Berne avec le grade de colonel et y vécut paisiblement aux côtés de sa femme, Albertine, fille d'Albert de Haller. Au cours de son long séjour dans le Moyen Orient, il avait rassemblé une intéressante collection de dessins et de peintures hindous.

En 1776, Jean-Gabriel Catt, secrétaire du ministre d'Angleterre, mourut. William Norton dut lui trouver un successeur. Braun se présenta et fut agréé. Et c'est ainsi que de soldat il devint diplomate.

Il remplit ses nouvelles fonctions avec conscience et exactitude, tant comme secrétaire de légation que comme chargé d'affaires. D'une main tremblante — il n'était plus très jeune et souffrait de la goutte — il écrivit régulièrement au secrétaire d'Etat, une fois par mois en moyenne. Ses lettres se réduisent souvent à quelques lignes et ne sont qu'un rapide exposé des événements les plus saillants de la vie helvétique. De temps à autre, le secrétaire d'Etat le charge de faire part aux gouvernements suisses de la naissance, du mariage et du décès d'un des membres de la famille royale et en retour LL. EE. de Berne ou les syndics de Genève

---

<sup>3</sup> Edouard Vernon, 1684—1757, marin anglais. Entra fort jeune dans la marine; lieutenant à l'âge de dix-huit ans; vice-amiral en 1739. En cette même année, fut chargé de détruire les établissements espagnols des Antilles. A la tête d'une flottille de six navires, s'empara de Porto-Bello. Ayant reçu des renforts, et en particulier neuf mille hommes sous les ordres du général Wentworth, tenta de s'emparer de Carthagène (Colombie). L'opération échoua en partie à cause de l'incompétence de Wentworth (Dictionary of National Biography).

prient le représentant anglais de transmettre leurs félicitations, leurs vœux ou leurs condoléances au souverain britannique.

Survint la Révolution française. Louis Braun s'en serait passé fort volontiers. La quiétude de ses dernières années fut troublée par l'écho des événements qui bouleversaient la France. L'ancien officier de l'armée des Indes vécut les mois qui suivirent le quatorze juillet sans comprendre l'importance des transformations sociales et politiques qui s'accomplissaient outre-Jura et sans même se douter que les idées révolutionnaires et l'orientation nouvelle de la politique française pourraient avoir une influence considérable sur la situation interne et les relations extérieures de la Suisse. Certes, pendant l'année 1791, il constate avec indignation que le pays de Vaud a été « inondé de libelles les uns faisant l'apologie de la nouvelle constitution, d'autres excitant les peuples à la révolte et leur dépeignant le gouvernement de Berne sous les couleurs les plus odieuses et les plus mortifiantes »<sup>4</sup>. Mais l'inquiétude suscitée par les banquets de Rolle et d'Ouchy n'est que passagère et le 10 novembre il écrit que « tout est tranquille dans ce pays, et... rien ne paroît menacer d'interrompre le calme »<sup>5</sup>. Sur le plan international, la politique traditionnelle de son pays, fondée sur une alliance séculaire avec la couronne de France, lui paroît inaltérable; Braun ne se rend pas compte que le gouvernement anglais, soucieux de défendre les intérêts britanniques, pourrait être amené par les circonstances à adopter une attitude plus active dans ses rapports avec les gouvernements des cantons suisses. En juillet 1790 déjà, se sentant faible en face des menaces venant de France, Berne envoie au cabinet de Londres, par l'intermédiaire du chargé d'affaires anglais, un mémoire par lequel elle « implore la protection des puissances amies au premier rang des quelles elle ose placer la Grande Bretagne »<sup>6</sup>. Braun, qui a reçu de Genève un mémoire analogue, se contente de transmettre les deux documents sans un mot de commentaire: il ne songe pas à faire remarquer au gouvernement de Londres que la démarche bernoise offre à l'Angleterre une occasion de renforcer sa position sur le

<sup>4</sup> Londres, P. R. O., F. O., 74/2, lettre du 3 août 1791.

<sup>5</sup> Londres, id., lettre du 10 novembre 1791.

<sup>6</sup> Londres, id., mémoires (s. d.) accompagnant la lettre du 31 juillet 1790.

continent et de se créer un allié dont les services, en cas de guerre contre la France, ne seraient pas négligeables.

L'attitude de Braun peut nous paraître singulièrement passive. N'oublions pas que ses supérieurs du Foreign Office lui demandaient uniquement d'accomplir les démarches que dictait le protocole diplomatique et de les renseigner sur les incidents marquants de la vie suisse. Braun connaissait ses instructions et les suivit à la lettre. Chaque fois qu'il reçut un ordre supplémentaire, il l'exécuta avec une louable rapidité<sup>7</sup>. D'ailleurs comment pourrions-nous exiger d'un soldat, dont la qualité principale doit être l'obéissance, des facultés d'imagination et de prévoyance, que de vrais diplomates ne possédaient pas eux-mêmes, comme nous le verrons dans un instant?

Braun n'était pas seul à tenir les ministres anglais au courant de la situation dans notre pays. Des lettres d'information parvenaient à Londres provenant de sources fort différentes. Nous voudrions consacrer quelques pages à un personnage curieux, qu'aujourd'hui nous rangerions parmi les spécialistes des problèmes helvétiques. L'histoire a presque totalement oublié son nom. Il se nommait Hugh Cleghorn.

\*

Il naquit vers 1750, vraisemblablement en 1751<sup>8</sup>. Il appartenait à une famille écossaise et étudia à l'université d'Edimbourg, où, en 1772, il obtint le diplôme de maître ès arts<sup>9</sup>. L'année sui-

---

<sup>7</sup> Ainsi, en octobre 1789, le gouvernement de Londres demanda au chargé d'affaires un rapport sur les droits de douane frappant le tabac sur le territoire de Berne et des autres Etats de la Confédération. Braun s'adressa au secrétaire de la chambre des péages, J.-R. Wyss, et transmit à Londres une réponse détaillée aux questions posées par les ministres anglais. En décembre de la même année et au mois de septembre de l'année suivante, il répondit avec diligence à des questions analogues concernant le commerce des grains et la vente du salpêtre et de la poudre.

<sup>8</sup> Et non pas en 1761, date donnée par J. P. Lewis dans l'article qu'il consacre à Hugh Cleghorn (*Ceylon Antiquary*, Octobre 1922). S'il était né en 1761, Cleghorn n'aurait pas pu être professeur en 1773.

<sup>9</sup> *A Catalogue of the Graduates... of the University of Edinburgh*, Edimbourg, 1853, p. 212.

vante nous le trouvons à l'université de St. Andrews; il n'a pas vingt-quatre ans mais occupe déjà la chaire de professeur d'histoire. En 1774, il épouse Rachel MackGill, de la famille des Kemback; elle lui donnera plusieurs enfants. Mais les honneurs du professorat et les satisfactions de la vie conjugale ne suffisent pas à combler les désirs et les ambitions de notre Ecossais. Il éprouve le besoin de voyager et, en 1788, accepte le poste de précepteur itinérant du jeune Lord Hume<sup>10</sup>. A plusieurs reprises, ses supérieurs et ses collègues de St. Andrews devront lui rappeler ses devoirs de professeur; voyant que leurs appels ne sont point écoutés, ils déclareront sa chaire vacante en 1793.

Mais entre-temps Cleghorn parcourt l'Europe, vivant « amongst the richest of our nobility », nous dit sa mère<sup>11</sup>. En 1790, nous le voyons à Rome. La Suisse et ses beautés l'attirent également; il dut faire un séjour de plusieurs mois et même de plusieurs années à Neuchâtel, où il se créa des amis et apprit à connaître les rouages compliqués des Etats du Corps Helvétique. La Révolution française le surprit sur le continent. Il assista, de Suisse probablement, aux troubles de juillet 1789 et des mois qui suivirent. S'il n'en saisit pas toute la portée, il comprit néanmoins, avant que le gouvernement britannique en eût conscience, que l'Angleterre allait au devant de jours difficiles et que, par sa position au cœur de l'Europe, la Suisse jouerait peut-être un certain rôle. A son retour à Londres, en octobre 1790, il adresse au duc de Leeds un assez long mémoire consacré à la situation politique des cantons suisses et aux perspectives qui s'ouvrent à la diplomatie anglaise. Ce document, conservé au Public Record Office de Londres, prend un intérêt tout particulier si l'on songe à la date à laquelle il fut rédigé et si on le rapproche des lettres écrites par le colonel Braun à la même époque.

Cleghorn commence par énumérer les titres qui l'autorisent à étudier ce problème avec quelque compétence: grâce aux lettres

---

<sup>10</sup> Alexandre, dixième comte de Hume (ou Home), 1769—1841. Succéda à son père en 1786. Fut par la suite lieutenant-général du Berwickshire (The Scots Peerage, vol. IV, 1907, p. 482).

<sup>11</sup> Robert Southey, The Life of the Rev. Andrew Bell, Londres 1844, vol. I, p. 335.

d'introduction qui lui furent remises par son ami Adam Smith<sup>12</sup>, il a pu, lors de son séjour à Paris, pénétrer dans les cercles gouvernementaux et dans les milieux financiers français. D'autre part, son enseignement à St. Andrews l'a familiarisé avec les questions de politique internationale.

Il mentionne ensuite l'alliance historique qui unit les cantons suisses et la couronne de France et qui fut renouvelée en dernier lieu en 1777, à la suite de négociations menées, du côté français, par M. de Vergennes<sup>13</sup>. Il y a quelques mois encore, cette alliance était profitable aux deux parties contractantes, à la France, dont elle garantissait la frontière du Jura, aux cantons suisses, dont les dirigeants recevaient des pensions, qu'ils investissaient d'ailleurs en France.

Mais actuellement, poursuit Cleghorn, les conditions sont tout autres. La suppression des pensions et la crainte de perdre l'argent placé dans les fonds français ont provoqué un revirement de l'opinion publique suisse, qui est en ce moment hostile à la France. Et Cleghorn d'affirmer que plusieurs familles influentes de Berne verraient d'un œil favorable la conclusion d'une alliance anglo-suisse.

Une telle alliance présenterait pour l'Angleterre, en cas de guerre contre la France, un très grand avantage: elle constituerait pour la France une menace sérieuse sur l'un des points les plus vulnérables de ses frontières, l'empêchant ainsi de concentrer toutes ses forces face aux îles britanniques. Car Cleghorn estime — et les événements de 1803 prouvent qu'il avait raison — qu'en cas de guerre une tentative d'invasion de l'Angleterre n'est pas à exclure.

D'ailleurs une alliance avec la Confédération des Suisses peut être envisagée pour d'autres motifs:

<sup>12</sup> « My Friend and Relation the late Mr. Adam Smith », écrit Cleghorn. Le célèbre économiste écossais, auteur de *La richesse des nations*, était mort l'année précédente (1790), à l'âge de soixante-sept ans.

<sup>13</sup> Charles Gravier, comte de Vergennes, 1717—1787. Ministre de France à Trèves (1750), ambassadeur à Constantinople (1754) et à Stockholm (1771), ministre des affaires étrangères dès 1774.

1<sup>o</sup> La Suisse est un réservoir de soldats. Actuellement le service mercenaire à la solde du roi de France ne présente plus le même attrait qu'autrefois. Avec ou sans le consentement officiel des cantons, il serait aisé de recruter des troupes pour le service de l'Angleterre.

2<sup>o</sup> La Suisse est un pays agricole; l'argent gagné dans les armées des princes étrangers ou dans le commerce ne peut être investi sur place. Pendant longtemps les fortunes privées aussi bien que les capitaux des gouvernements cantonaux furent placés en France. Mais les troubles de ces derniers mois ont détruit la confiance qu'inspiraient les entreprises commerciales ou industrielles françaises. L'Angleterre ne devrait pas négliger cette occasion d'étendre son influence sur le continent.

3<sup>o</sup> Par sa position en Europe, la Suisse constitue, pour un espion, un champ d'activité idéal. Un représentant anglais actif pourrait en tirer des renseignements d'un prix inestimable<sup>14</sup>.

Ce mémoire porte la date du 26 octobre 1790. Au cours des semaines suivantes, à une date qu'il nous est difficile de préciser, Hugh Cleghorn fut, conformément à son désir, reçu en audience par le secrétaire d'Etat et lui expliqua son plan dans ses détails. Puis les mois s'écoulèrent, sans que le ministre prît aucune décision. En avril 1791, Cleghorn intervint à nouveau et envoya au chef de la diplomatie anglaise une seconde lettre, où les mêmes idées sont reprises et développées.

Son point de vue, nous dit-il, est partagé maintenant par l'un des ministres de Sa Majesté à l'étranger. Joseph Ewart<sup>15</sup>, représentant anglais à Berlin, n'a pas caché en effet son intérêt et s'est exprimé sur le compte de l'ancien professeur de St. Andrews en termes très flatteurs. Cleghorn réfute ensuite une critique que l'on pourrait adresser à son plan: l'envoi d'un ministre britannique

---

<sup>14</sup> Quelques années plus tard, William Wickham prouva que cette remarque de Cleghorn n'était point dénuée de tout fondement.

<sup>15</sup> Joseph Ewart, 1759—1792, ministre plénipotentiaire auprès du roi de Prusse de 1788 à 1791. Négocia le mariage entre Frédéric-Auguste, duc d'York et d'Albany, deuxième fils de Georges III, et la princesse Frédérica-Charlotte, fille aînée de Frédéric-Guillaume II (Dict. of National Biography).



en Suisse ne saurait provoquer l'hostilité de la France. L'Angleterre a été représentée auprès des cantons par un ministre pendant de nombreuses années, tradition qui ne s'est perdue que récemment. Un diplomate au courant des coutumes et des problèmes suisses pourrait agir de façon efficace sans en donner l'apparence et sans soulever les soupçons de la France. Cleghorn affirme, pour terminer, qu'ayant résidé assez longtemps en Suisse, il s'y est créé des amitiés utiles et serait fort bien accueilli s'il y retournait en qualité de ministre de Grande-Bretagne.

Pas plus que le premier, le second mémoire ne provoqua la réaction escomptée par son auteur. Les dirigeants anglais estimèrent que les services du colonel Braun étaient suffisants et décidèrent de ne rien changer à la situation. Ils n'étaient pas conscients des dangers qui menaçaient la paix internationale. Aux mémoires de Berne et de Genève transmis par le colonel Braun en juillet 1790, le duc de Leeds<sup>16</sup>, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, avait répondu en termes très généraux: « Quoiqu'il faut se flatter que la République de Berne ne subira aucun Inconvenient en consequence de l'Esprit d'Innovation qui a éclaté dans une Nation voisine, c'est avec un veritable Plaisir que le Duc de Leeds, par ordre du Roi, peut assurer le Conseil Secret de Berne de la Part sincere que Sa Majesté ne cessera jamais de prendre a la Prosperité de leur République, et à laquelle il y a tout lieu de croire que les Puissances voisines sont trop interessées, pour qu'il soit probable que sa Sécurité et son Independance seroient menacées, sans être protégées à tems »<sup>17</sup>. Lord Grenville<sup>18</sup>, qui, en 1791, remplaça le duc de Leeds à la tête de la diplomatie anglaise, ne croyait pas davantage en une guerre imminente. Au sujet de

---

<sup>16</sup> Francis Osborne, marquis de Carmathen, 1751—1799; cinquième duc de Leeds à la mort de son père, le 23 mars 1789; secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le cabinet Pitt de 1783 à 1791. (Dict. of National Biography.)

<sup>17</sup> Londres, P. R. O. F. O. 74/2, lettre du [31] août 1790 (minute).

<sup>18</sup> William Wyndham, 1759—1834, créé baron Grenville en 1790, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le cabinet Pitt à partir d'avril 1791, premier lord du Trésor dans le « Ministère de tous les talents » constitué après la mort de Pitt.

la paix, il écrivait, le 17 août 1791: « We shall now, I hope, for a very long period indeed, enjoy this blessing, and cultivate a situation of prosperity unexampled in our history »<sup>19</sup>. William Pitt lui-même, au début de 1792, réduisait les effectifs des forces armées britanniques.

Sur ces entrefaites parvint à Londres la nouvelle de la mort du colonel Braun, décédé le 31 janvier 1792. Cleghorn crut que son heure était venue et renouvela ses offres de service, ajoutant qu'il avait élaboré un plan détaillé grâce auquel « considerable commercial advantages may be derived to this country... by arrangements which it may not be difficult to form with Switzerland »<sup>20</sup>.

Le gouvernement, cette fois encore, ne daigna pas s'intéresser aux projets de l'ancien professeur et ne crut pas nécessaire d'envoyer aussitôt un nouveau représentant à Berne. Lord Fitz-Gerald<sup>21</sup>, qui fut nommé au mois de mai ministre de Sa Majesté britannique auprès des cantons suisses, ne rejoignit son poste qu'au cours de l'automne et ne fut guère au courant de la situation en Suisse avant le début de 1793. S'étant rendu compte, à la suite de la journée du dix août et des massacres de septembre, qu'une guerre avec la France était inévitable, les dirigeants anglais le chargèrent de gagner les Suisses à la cause des alliés. Les efforts de Fitz-Gerald, comme ceux de son successeur William Wickham<sup>22</sup>,

<sup>19</sup> The Court and Cabinets of George III, vol. II, p. 146.

<sup>20</sup> Historical Manuscripts Commission, Dropmore Papers, vol. II, p. 258, lettre du 6 mars 1792.

<sup>21</sup> Fitz-Gerald (Robert-Stephen), 1745—1833, sixième fils de James Fitz-Gerald, marquis de Kildare, comte d'Offaly et duc de Leinster. Robert-Stephen Fitz-Gerald fut ministre d'Angleterre en Suisse de 1792 à 1794 et par la suite ambassadeur à Copenhague et à Lisbonne. Vid. Max Oederlin: Lord Robert Fitz-Gerald, Britischer Gesandter in Bern, 1792—1794 (1916), et The Complete Peerage, vol. VII (1929), p. 574.

<sup>22</sup> William Wickham, 1761—1840. Etudia le droit civil à Genève. En 1794, Lord Grenville l'envoya en mission confidentielle en Suisse; y remplaça Lord Fitz-Gerald en qualité de ministre de Grande-Bretagne (1795). Quitta notre pays en 1797, mais y revint en 1799 pour un séjour de quelques mois. Vid. Ch.-D. Bourcart: William Wickham, britischer Gesandter in der Schweiz (1794—1797) etc., dans Basler Zeitschrift, vol. VII (1908), pp. 1—18.

n'aboutirent à aucun résultat; les cantons ne se décidèrent pas à se ranger aux côtés des ennemis de la France, échec diplomatique qu'explique en partie l'inaction du gouvernement de Londres pendant les dix premiers mois de 1792. Lorsque Fitz-Gerald arriva en Suisse, François Barthélémy<sup>23</sup>, ambassadeur de France, se trouvait à l'œuvre depuis plusieurs mois. Coïncidence curieuse, il avait gagné son poste le jour même de la mort du colonel Braun. Il est permis de croire que l'absence d'un diplomate anglais facilita la mission difficile qu'il eut à remplir, surtout au cours des semaines qui suivirent le massacre des gardes suisses aux Tuileries. « Peu s'en fallut, écrit Charles Gilliard, que l'on ne déclarât la guerre à la France et que les cantons ne se joignissent à la Coalition »<sup>24</sup>. Que se serait-il passé si, en ce moment décisif, Fitz-Gerald avait été en mesure d'agir énergiquement à Berne et à Zurich?

Lorsque la situation commença à se gâter et que la guerre avec la France eut éclaté, les ministres de Georges III se souvinrent des suggestions présentées par Cleghorn. Ses lettres et ses mémoires furent repris en main et inspirèrent sans doute plus d'une dépêche adressée au représentant anglais à Berne. William Pitt lui-même tint à recevoir Cleghorn et à discuter avec lui. S'il ne partagea pas l'opiniisme enthousiaste de son interlocuteur, le premier ministre dut reconnaître que « there is some opening given, and that, under the present circumstances, it is worth following it »<sup>25</sup>.

Pitt écrivit ces lignes en octobre 1793. Le moment le plus favorable à une intervention diplomatique en Suisse était déjà passé. L'indignation provoquée par la journée du 10 août s'était apaisée. Le Comité de Salut Public de son côté ménageait les cantons<sup>26</sup>. Pour ne pas avoir prévu la guerre et ne pas s'être

---

<sup>23</sup> François, marquis de Barthélémy (1747—1830), fut ambassadeur de France en Suisse de 1792 à 1797.

<sup>24</sup> Histoire de la Suisse, Paris 1944, p. 61.

<sup>25</sup> Historical Manuscripts Commission, Dropmore Papers, vol. II, p. 439, lettre de William Pitt à Lord Grenville, 5 octobre 1793.

<sup>26</sup> Le 27 Brumaire an II (17 nov. 1793), à la suite d'un discours de Robespierre contenant des paroles très flatteuses pour la Suisse (voir Moniteur du 30 Brumaire an II), la Convention décréta que « le comité de salut

attaché de solides alliés en temps de paix, l'Angleterre devra, au milieu de difficultés considérables, conclure des traités précaires et échafauder à grands frais des coalitions. Traitant de la politique extérieure du cabinet Pitt, le grand historien anglais Trevelyan n'hésite pas à parler de *catastrophe diplomatique*<sup>27</sup>. L'expression, en ce qui concerne la Suisse, n'est pas dépourvue de toute exactitude.

\*

Mais nous n'avons pas fini de nous occuper de Hugh Cleghorn. Si ses conseils de politique internationale ne furent point écoutés, il eut la satisfaction, quelques années plus tard, de mettre à exécution un de ses projets les plus chers.

Ne pouvant être diplomate, il devint fonctionnaire colonial et déploya une activité qui, là encore, intéresse aussi la Suisse.

Lors de son séjour à Neuchâtel à la veille de la Révolution, Cleghorn se lia d'amitié avec Charles-Daniel de Meuron<sup>28</sup>, colonel-proprétaire d'un régiment au service de la compagnie hollandaise des Indes. Les vicissitudes de ce régiment ont inspiré plus d'une étude; nous n'allons pas reprendre la question mais simplement souligner le rôle joué par Hugh Cleghorn dans l'histoire de cette glorieuse unité suisse.

En 1780, Charles-Daniel de Meuron servait en France avec le grade de colonel des gardes suisses. Lorsque, pendant la guerre d'indépendance américaine, la Hollande entra en guerre contre l'Angleterre, les dirigeants de la compagnie néerlandaise des Indes Orientales demandèrent au gouvernement français de leur commu-

public est chargé de s'occuper des moyens de resserrer de plus en plus les liens de l'alliance et de l'amitié qui unissent la République française aux Cantons Suisses et aux Etats Unis de l'Amérique». (Procès verbal de la Convention Nationale, Tome 25, Paris, an II, p. 293).

<sup>27</sup> G. M. Trevelyan, *British History in the 19th Century*, p. 90 (ed. de 1947).

<sup>28</sup> Charles-Daniel de Meuron, né le 6 mai 1738 à St. Sulpice (Neuchâtel). Entré très jeune au service de la France, devint capitaine des gardes suisses en 1768, colonel en 1778. Chevalier du mérite militaire (1773). Fut nommé par la suite major-général puis lieutenant-général de l'armée anglaise. Se retira et mourut à Neuchâtel.

niquer le nom d'un officier suisse capable de lever et de commander un régiment destiné à défendre les territoires hollandais d'outre mer. Le gouvernement français désigna le colonel de Meuron. La levée eut lieu et le nouveau régiment, composé presque uniquement de protestants, fut transporté au Cap de Bonne-Espérance et de là dans l'île de Ceylan.

Il s'y trouvait encore lorsqu'éclata la Révolution. Le colonel-proprétaire avait regagné son pays natal, laissant le commandement effectif entre les mains de son frère, Pierre-Frédéric de Meuron<sup>29</sup>. En octobre 1791, prévoyant peut-être la conquête des Provinces Unies par les armées françaises et la faillite prochaine de la compagnie hollandaise des Indes Orientales, Charles-Daniel de Meuron suggéra, dans une lettre qu'il envoya à Hugh Cleghorn, le transfert de son régiment au service de l'Angleterre. Cleghorn ne négligea pas cette occasion d'approcher le gouvernement et de lui prouver que les idées contenues dans son premier mémoire pouvaient parfaitement, sur un point en tout cas, se réaliser. Le 23 octobre, il transmit les propositions du colonel neuchâtelois au secrétaire d'Etat à l'intérieur, Henri Dundas<sup>30</sup>. Le régiment, dit-il, se compose de 1200 hommes bien équipés et habitués au climat des Indes.

La date à laquelle cette lettre fut écrite permet de deviner la réponse qui lui fut réservée, si même réponse il y eut. En 1791, le gouvernement de Londres ne songeait pas encore à augmenter les effectifs de l'armée, convaincu que la paix ne serait pas interrompue avant de longues années. Trois ans plus tard, la même proposition rencontra un accueil tout autre : entre-temps, la guerre avait éclaté, les armées françaises avaient envahi la Hollande ; le stathouder avait dû se réfugier en Angleterre ; Ceylan, où le régiment de Meuron constituait la principale partie de la garnison,

---

<sup>29</sup> Pierre-Frédéric de Meuron, 1747—1813, officier au service de France, puis colonel dans le régiment de son frère. Devint major-général (1798) puis lieutenant-général (1805) de l'armée anglaise et gouverneur militaire de Ceylan (1797).

<sup>30</sup> Henri Dundas, vicomte Melville, 1742—1811, secrétaire d'Etat à l'intérieur dans le cabinet Pitt dès 1791, président du « board of control » responsable des affaires des Indes (Dict. of National Biography).

s'offrait aux ambitions britanniques. De son côté, le colonel de Meuron éprouvait un vif mécontentement en présence de l'incurie qui caractérisait l'administration de la compagnie hollandaise des Indes et se plaignait de longs retards dans la distribution de la solde. Soucieux de l'avenir de son régiment, il fit part de ses inquiétudes à Cleghorn. Celui-ci intervint à nouveau auprès du gouvernement anglais, s'adressant cette fois-ci au Lord Chancelier, le baron Loughborough<sup>31</sup>. Henri Dundas prit l'affaire en main et en saisit l'intérêt. Il entra en contact avec Cleghorn et le chargea de mettre à exécution le projet qu'il avait présenté à deux reprises. Mission importante, puisqu'il s'agissait de négocier le transfert du régiment de Meuron au service de l'Angleterre et de faciliter ainsi l'annexion de Ceylan à l'Empire britannique.

Les documents qui concernent cette affaire ont été publiés il y a une vingtaine d'années<sup>32</sup>. Nous y renvoyons notre lecteur. Il y apprendra que Cleghorn quitta l'Angleterre le premier mars 1795, muni de pouvoirs étendus; que par Hambourg, Hesse-Cassel et Francfort, il gagna Neuchâtel, où il rencontra Charles-Daniel de Meuron; que le 30 mars un accord détaillé fut signé, prévoyant le passage du régiment au service du roi d'Angleterre; qu'après avoir rendu visite à William Wickham à Berne, Cleghorn gagna Venise, où il s'embarqua, en compagnie du colonel de Meuron et de sa suite, à bord de l'*Innocenza*; qu'après vingt-deux jours de navigation nos voyageurs arrivèrent à Alexandrie; qu'ils se rendirent ensuite au Caire et de là à Suez en traversant le désert à dos de dromadaire.

Mais le journal et la correspondance de Cleghorn auront pour l'amateur de récits de voyages d'autres charmes; à Suez, il suivra nos héros sur l'*Abboul Pharaitsap*, navire encombré de pèlerins se dirigeant vers La Mecque; il vivra les péripéties de leur lent

---

<sup>31</sup> Alexander Wedderburn, 1<sup>er</sup> baron Loughborough, 1733—1805, avocat célèbre, devint Lord Chancelier en 1793. Fut créé comte de Rosslyn en 1801 (Dict. of National Biography).

<sup>32</sup> En 1927, par le Révérend William Neil (indications bibliographiques ci-dessous, à la p. 63). Cet ouvrage n'est malheureusement pas à l'abri de tout reproche.

voyage le long des côtes torrides de la Mer Rouge <sup>33</sup>; il les verra aux prises avec des potentats arabes et en danger de faire naufrage; à leur suite il changera deux ou trois fois de vaisseau; il touchera Yambo, Jeddah, Hodeida, Mocha; il affrontera deux orages et découvrira, en pleine traversée de l'océan Indien, que le pilote n'est guère consciencieux et que l'interprète engagé à Alexandrie est un voleur. Mais finalement il arrivera sain et sauf à Tellicherry, sur la côte occidentale de la péninsule hindoue <sup>34</sup>.

L'historien qu'intéressent les intrigues diplomatiques et les exploits guerriers y trouvera aussi son compte: il participera à plusieurs négociations et entreprendra plus d'une démarche et plus d'un déplacement, avant de voir l'ensemble du régiment de Meuron se ranger sous la bannière britannique <sup>35</sup>; il assistera ensuite aux opérations militaires qui amèneront la capitulation des autres forces néerlandaises de Ceylan. Enfin, à la page 281 du volume, il entrera à Colombo, capitale de l'île <sup>36</sup>.

Mais notre propos n'est pas d'écrire l'histoire de la conquête de Ceylan par les Anglais, ni celle du régiment suisse qui s'y trouvait en garnison. Nous regagnerons l'Europe, laissant derrière nous Charles-Daniel de Meuron, devenu major-général, son frère Pierre-Frédéric, maintenant brigadier de l'armée anglaise, et leur compagnon écossais. Celui-ci ne va d'ailleurs par tarder à nous suivre.

\*

Sa mission accomplie, Cleghorn décida d'aller présenter au gouvernement de Londres un rapport sur son activité. Il quitta Ceylan le 22 février 1796 mais n'arriva à Londres qu'au mois de mars de l'année suivante, après un long voyage à travers l'océan Indien, la mer Rouge et la mer Méditerranée, voyage qui permit à Cleghorn d'observer les ravages de la peste en Egypte et de

---

<sup>33</sup> Cleghorn et ses compagnons quittèrent Suez en plein été, le 9 juillet 1795.

<sup>34</sup> Le 6 septembre 1795.

<sup>35</sup> Le régiment se trouvait réduit à 786 hommes, dont 151 étaient arrivés au terme de leur engagement.

<sup>36</sup> Le 16 février 1796.

constater les échecs diplomatiques de son pays à Naples. Le gouvernement, à son arrivée à Londres, lui accorda une récompense de cinq mille livres. Pendant l'absence de son mari, Rachel Cleghorn avait touché cinquante livres tous les trois mois.

L'administration de Ceylan fut confiée à la compagnie anglaise des Indes Orientales. Mais à la suite d'une révolte, qui éclata en 1797, le gouvernement anglais décida de faire de l'île une colonie de la couronne. Pierre-Frédéric de Meuron, qui se trouvait sur place, fut nommé gouverneur militaire et remplaça le représentant de la compagnie des Indes à la tête de l'administration, en attendant l'envoi d'un gouverneur anglais. Celui-ci fut désigné en la personne de Frederick North, qui, par la suite, devint comte de Guilford<sup>37</sup>. Un poste de secrétaire colonial fut également institué et Hugh Cleghorn fut appelé à remplir cet emploi.

Il quitta donc l'Angleterre une seconde fois et fit voile vers Colombo, où il arriva en octobre 1798. Il eut pour tâche d'organiser l'administration de la nouvelle colonie. Constatant que les indigènes s'étaient habitués au système introduit cent ans plus tôt par les Hollandais, il n'y apporta que peu de changements, afin d'éviter des révoltes semblables à celle de 1797. Frederick North ne cacha pas, au début de son séjour, le plaisir que lui causait la présence à ses côtés d'un homme de la valeur de Cleghorn. Mais bientôt la mésentente naquit entre le gouverneur et son secrétaire et dégénéra en hostilité non dissimulée. « The conduct of Secretary Cleghorn », écrivit North dans un moment d'exaspération, « has been outrageous, far beyond what I imagined . . . I am much *roiled* by that madman »<sup>38</sup>. La situation ne tarda pas à devenir insupportable; au cours de l'automne de 1799, le supérieur décida de se passer des services de son assistant; renonçant à son traitement de trois mille livres, Cleghorn quitta Ceylan, au grand soulagement du gouverneur. Les torts étaient sans doute partagés.

A son arrivée en Europe, Cleghorn se retira en Ecosse. Il acheta, près de St. Andrews, la propriété de Stravithie, où il

<sup>37</sup> Frederick North, cinquième comte de Guilford, 1766—1827; fut gouverneur de Ceylan de 1798 à 1805 (Dict. of National Biography).

<sup>38</sup> J. P. Lewis, Hugh Cleghorn, dans *Ceylon Antiquary*, Oct. 1922, p. 122.



mourut trente-six ans plus tard (1836). Sa longue retraite fut paisible. Nous savons qu'en 1802 il fut nommé capitaine du «Royal and Ancient Golf Club», qu'il s'occupait de l'école de l'endroit et suivait avec intérêt la vie universitaire de St. Andrews. Aux yeux de ses contemporains, il faisait figure de grand homme. Walter Scott note dans son journal, en date du 17 juin 1827: «Mr. Hugh Cleghorn dined [at] Charlton, and I saw him for the first time, having heard of him all my life. He is an able man, has seen much, and speaks well...». Malheureusement, constate ensuite l'auteur de *Quentin Durward*, l'ancien professeur est devenu sourd. Dans une lettre adressée à la même époque à son ami Andrew Bell<sup>39</sup>, Cleghorn reconnaît lui-même qu'il manie la plume avec difficulté, les années ayant eu raison de l'agilité de ses doigts. Pour compléter ce portrait, nous ajouterons trois autres touches: il avait un terrible accent écossais, était affligé de tics nerveux et haïssait la musique.

Sa lucidité se conserva intacte, semble-t-il, jusqu'à la fin de ses jours. A quatre-vingts ans il commence la lecture de Pestalozzi. Il aime à revivre par l'imagination sa longue existence: les années de professorat à St. Andrews, la période des voyages et les missions officielles à l'étranger, la retraite active et les soirs d'hiver au coin du feu. De cette expérience multiple une conclusion se dégage, nous dit-il<sup>40</sup>: le savant isolé du monde ne remplit pas son devoir d'homme. Le monde seul est la vraie école.

\*

Ni Louis Braun, ni Hugh Cleghorn n'ont influencé de façon profonde l'histoire de notre pays. Leurs caractères et leurs méthodes d'action étaient fort différents: d'une part un soldat, chez qui l'obéissance à un ordre reçu l'emportait sur l'imagination cons-

---

<sup>39</sup> Andrew Bell, né à St. Andrews en 1753, mort à Cheltenham en 1832; éducateur, fondateur du système d'enseignement mutuel (appelé aussi système de Madras).

<sup>40</sup> Robert Southey, *The Life of the Rev. Andrew Bell*, Londres 1844, vol. III, p. 717.

tructive; d'autre part un pédagogue, qui ne pouvait se plier à la discipline d'une école et tolérer la présence d'un supérieur, mais dont l'esprit se plaisait à échafauder les plans les plus audacieux. Tous deux, le professeur et le colonel, ont poursuivi le même but: Ils ont tous deux lutté et peiné à Ceylan et aux Indes pour la grandeur de l'Empire britannique. Ils ont tous deux — et c'est pourquoi nous avons voulu les associer en cette étude — travaillé au rapprochement de la Grande-Bretagne et de la Suisse.

### *Sources manuscrites*

- Londres, Public Record Office (P. R. O.): Foreign Office Papers (F. O.) 74/1, 2, 3. Home Office Papers (H. O.) 50/452, f. 43. State Papers (S. P.) 96/47 à 52.
- Londres, British Museum: Add. Mss. 13710, f. 1. 38734, f. 282. 38769, ff. 52—335, passim.

### *Ouvrages consultés*

(voir aussi les notes)

#### *Sur Louis Braun:*

Ch. Meiners: Briefe über die Schweiz, Berlin 1788 (vol. I, p. 148).

#### *Sur Hugh Cleghorn:*

Cleghorn Papers, a Footnote to History, Being the Diary, 1795—1796, of Hugh Cleghorn of Stravithie, publiés par le Rev. William Neil, Londres 1927.

J. P. Lewis: Hugh Cleghorn, dans *Ceylon Antiquary*, Octobre 1922.

Walter Scott: *Journal*, publié par J. G. Tait, Edimbourg 1939—1946, 3 vol. (vol. II, p. 63).

Tha Farington Diary, publié par James Greig, Londres 1922—1928, 8 vol. (vol. I, pp. 203—204).

Southey (Robert et Charles Cuthbert): *The Life of the Rev. Andrew Bell*, Londres 1844, 3 vol.

Historical Manuscripts Commission: *The Manuscripts of J. B. Fortescue, Esq.*, preserved at Dropmore, Londres 1892—1927, 10 vol. (vol. II, pp. 258, 439).

Historical Manuscripts Commission: *The Laing Manuscripts* (University of Edinburgh), Londres 1914, 1925, 2 vol. (vol. II, pp. 535—536).

- The Douglas Papers, publiés par le P. S. G. Perera, Colombo 1933  
(Intr. p. 2).
- The Wynne Diaries, publiés par Anne Fremantle, Londres 1935—1940,  
3 vol. (vol. II, p. 141).

*Sur le régiment de Meuron:*

- Th. de Meuron: Charles de Meuron et son régiment, dans Musée Neuchâtelois 1880—1885.
- Boy de la Tour: Le général Ch.-D. de Meuron, dans Musée Neuchâtelois 1921.
- A. du Pasquier: Le général Ch.-D. de Meuron d'après sa correspondance, dans Musée Neuchâtelois 1923.
- Calcutta Review, Octobre 1903.
- Notes and Queries, 11<sup>e</sup> série, vol. IV, pp. 171—173, vol. V, pp. 491—492.